



## La CGT veut alerter sur la casse des services publics

Pour le syndicat, on organise la disparition des petites structures de proximité

**F**ace à *«la globalisation de l'attaque, il faut que la riposte soit globale»*, lâche Claude Mas, secrétaire de l'Union locale CGT d'Arles. Alors, pour alerter les habitants, les usagers, les salariés, les citoyens, sur les assauts concomitants dont sont victimes les services publics, et plus particulièrement les services publics de proximité, les représentants des sections locales CGT d'Arles, de Tarascon, de Châteaurenard et de Salon avaient tenu à être ensemble, mardi après-midi. Et à l'approche du 1er-Mai (lire ci-dessous), jour de la fête du travail, ils sont passés à l'offensive. *«La course effrénée à la rentabilité a remplacé l'intérêt général, déplore Catherine Panne, de la CGT d'Arles. Les usagers deviennent des clients et le personnel des variables d'ajustement dans une politique de restriction des dépenses publiques.»*



Les unions locales CGT d'Arles, de Tarascon, de Châteaurenard et de Salon se sont retrouvées pour évoquer les rudes attaques portées aux services publics. Photo : Photo valérie farine

*«Mais l'argent y est, quand les banques demandent 90 milliards d'euros en 2008, on les sort comme si on sortait*

*du pain du congélateur»*, peste François Tejedor, de l'union départementale CGT. Et pourtant, on met les administrations, comme la caisse primaire d'assurance-maladie ou les finances publiques, mais aussi La Poste, aujourd'hui société anonyme mais ayant toujours une mission de service public, ainsi que la fonction publique territoriale, au pain sec et à l'eau. *«À la caisse primaire d'assurance-maladie, tous les trois ans on perd 15 points d'accueil, la finalité c'est d'arriver avec le moins de services publics de proximité, alors que nous nous défendons la proximité qui est la garantie d'un service public de qualité»*, explique Alexandra Niola, de la CGT Tarascon. Et selon les syndicalistes, la même stratégie insidieuse est employée pour toutes les administrations : on décide que les plus petits sites vont être fermés, qu'il n'y aura plus que des permanences, on ouvre qu'une matinée ou une après-midi par ci par là, et finalement, comme les gens ne viennent plus, on abandonne la permanence. *«Ou alors, on ne remplace pas les départs à la retraite, on crée ainsi des conditions de mise en difficulté, et bilan des courses c'est comme cela que l'on a fermé le centre des finances publiques de Barbentane»*, assure Claude Mas.

*À La Poste, «un peu en avance sur les autres puisque nous sommes aujourd'hui une société anonyme, in-*

*dique Fabienne Riera, de l'UL CGT de Châteaurenard, les agences de Barbentane et de Boulbon vont être fermées toutes les matinées pour l'une, tous les après-midi pour l'autre. Dans deux ans c'est la fermeture des bureaux car on nous dira qu'ils ne sont pas assez rentables ! « En ce qui concerne les centres de finances publiques, «on va fermer Eyguières et Miramas, les gens devront aller à Salon ou Istres, regrette Pascal Allègre, de l'UL CGT de Salon. À Miramas, c'est une ville pauvre, on a souvent des familles qui viennent demander des délais de paiement, je ne les vois pas se renseigner sur internet. Mais il y a une volonté manifeste aux finances publiques pour décourager les gens de venir. On veut les obliger à la dématérialisation. « Et la CGT voit derrière tout ça une volonté de «mission par mission, privatiser tous les services que l'on rend», fustige Alexandra Niola, qui se bat, depuis quelques mois, contre la fermeture du centre de sécu de Tarascon. Un combat qui a porté ses fruits : grâce aux 9500 signatures de la pétition et au soutien des élus du territoire, le projet a semble-t-il été mis au fond d'un tiroir par la CPAM 13. Un exemple à suivre, pour Claude Mas. «Une action collective unitaire permet d'enrayer le processus de fermeture des services publics de proximité.» ■*

par Christophe Vial